

SITUATION EN MATIERE DE VIOLENCES SEXUELLES ET BASEES SUR LE GENRE - DIFFA, NIGER

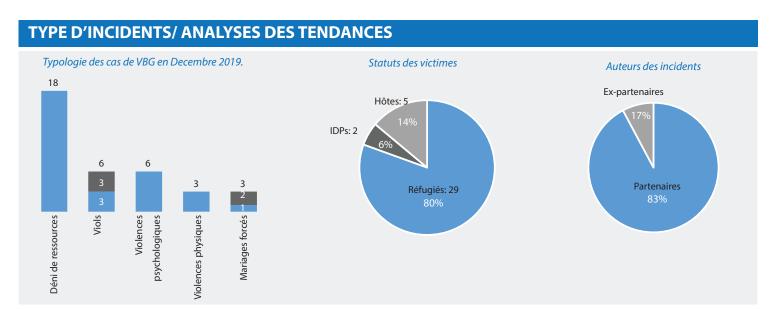
Décembre 2019

Background

Depuis 2013, la région de Diffa fait face à une insécurité qui affecte continuellement les populations. Dans ce contexte d'insécurité permanente, les risques de protection sont élevés, principalement les violences basées sur le genre.

Conscient de l'aspect dévastateur de la violence basée sur le genre, le HCR Diffa ainsi que les partenaires de mise en œuvre ont mis en place des programmes de prévention et de réponse prenant en compte les besoins spécifiques des personnes survivantes. L'objectif majeur poursuivi par le HCR est de renforcer l'accès des populations y compris les survivant (e)s vers des services de prise en charge de base.

C'est dans ce cadre que le bureau de la sous délégation de l'UNHCR à Diffa en partenariat avec COOPI, CARE, DRC et la DRPE/PF a mené et supervisé des activités de prévention, de réponse des incidents de SGBV qui ont été identifiés au niveau du camp de Sayam-Forage ainsi que sur les différents sites qui sont dans les communes suivantes : Gueskerou, Diffa, Chetimari. Nguigmi, Kablewa, Goufoumaria et Maine-Soroa



Typologie des incidents

Au courant du mois de Décembre 2019, **36 cas de violences basées sur le genre ont été déclarés et documenté**s. L'on note 06 cas de viol dont 03 sur des mineures âgées de (17, 15 et 14 ans). Aussi, 03 cas de violences physiques et 06 cas de violences psychologiques ont été documentés. De même, l'on enregistre 18 cas de Déni de ressources et enfin 03 cas de mariage forcé dont 02 sur mineures âgées de (15,16 ans).

Status des victimes

Comme pour le mois précédent la majorité des cas enregistrés en Décembre ont été signalés par les réfugiés avec 81% des cas (soit 29/36) 5% par les PDI soit (2/36) et 14% par la population hôte (soit 5/36 cas).

Auteurs des incidents

La majorité des auteurs présumés pour les cas rapportés sont des partenaires intimes ou des ex-partenaires (83%) des survivantes et (17%) par d'autres membres de la communauté.

Au courant du mois de Décembre, **36 cas de VBG** ont été identifiés et déclarés par les survivantes, ce qui fait une baisse de **7**% par rapport au mois de Novembre 2019.



Réalisations et Impacts

COORDINATION (ACTIVITES REALISEES)

- Clôture des 16 jours d'activisme contre les VBG,
- Formation du personnel de AIRD sur le PSEA et le code de conduite,
- Participation à la réunion mensuelle du SGT-VBG,
- Rencontre et discussion avec les partenaires APBE, COOPI, CARE sur le partenariat 2020.

PREVENTION & RENFORCEMENT DE CAPACITES (ACTIVITES REALISEES)

- 27 séances de sensibilisations ainsi que 03 campagnes de sensibilisations ont eu lieu au courant du mois décembre sur les sites suivants: le camp de Sayam-Forage, Nguigmi, Diffa, Chétimari, Kablewa, Kindjandi, Goudoumaria et Maine-Soroa, les sessions ont porté sur plusieurs thématiques notamment la lutte contre les violences conjugales, la lutte contre les violences basées sur le genre en milieu de travail, lors de ces sessions toutes les 6 types/formes, les conséquences, ainsi que les facteurs favorisant les VBG et le circuit de référencement en cas d'incident sont systématiquement développés. Au total, 4,900 personnes ont été sensibilisées (1,604 femmes, 860 hommes, 1,504 filles et 932 garçons).
- Une évaluation des risques de VBG sur les sites de Diffa, Nguigmi, Kablewa s'est faite à travers des focus groupes organisés autour des deux sexes (masculin et féminin) et qui a fait ressortir l'existence de beaucoup de cas et de toutes les formes de VBG non signalées par les survivants.

RENFORCEMENT DES CAPACITES

- 120 membres (82 hommes et 38 femmes) des comités communaux et villageois de protection des communes de Gueskerou, Chétimari et des quartiers de Maloumdi et Ajimeri/ Diffa et village de Bagara ont été formés sur la protection en général, la protection de l'enfance et les violences basées sur le genre. Il a été également organisé une session de vulgarisation du décret portant création des comités locaux de protection.
- **33** leaders communautaires (07 femmes et 26 hommes) provenant des communes de Gueskerou, Nguigmi, Chétimari, Diffa, kablewa et Maine-Soroa ont reçu une session de renforcement des capacités sur les attitudes, compétences et capacités qu'un leader communautaire doit avoir pour mieux répondre aux cas de protection qui leur sont soumis.
- 21 staffs (2 femmes et 19 hommes) du partenaire AIRD ont été formés sur la prévention contre l'exploitation et abus sexuels ainsi que sur le code de conduite

REPONSE (ACTIVITES REALISEES)

Afin d'apporter une réponse holistique des cas des VBG signalés au courant du mois de Décembre, le HCR et ses partenaires COOPI, CARE, DRC et la DRPE/PF ont fourni les services suivants :

- 100% des survivant(e)s ont bénéficiés du service de soutien psychosocial qui est essentiel aux personnes survivantes confrontées à des situations difficiles,
- 05 cas ont été référés au CSI pour une prise en charge sanitaire mais seulement 03 survivantes ont été référés dans les 72 heures, il faut noter que souvent les survivantes viennent déclarer les cas de viol très longtemps après la survenance de l'incident.
- 01 cas a été référé à la justice et un total de 07 cas étaient toujours pendant auprès des tribunaux en attente de jugement à la fin du mois de décembre.

Contraintes et besoins

- Faible déclaration des cas de VBG aux autorités judiciaires du fait des médiations familiales,
- Pratiques coutumières locales qui favorisent les mariages précoces.

CONTACTS:

Mlle Nadine Mutunzi Sekaganda, Associate Protection Officer (SGBV), mutunzis@unhcr.org, Tel: +227 92 18 58 62